

DÉBAT DES INTERVENANTS

Jean-Claude Trichet, ancien président de la Banque centrale européenne, gouverneur honoraire de la Banque de France

Merci beaucoup. Il nous reste du temps pour la discussion, des questions et réponses. Qiao, votre conclusion n'excluait pas la possibilité d'un effondrement total de la gouvernance mondiale. Je suppose que l'hypothèse de base inclut l'incapacité de réaliser une paix appropriée et que toutes les tensions que nous observons au niveau géostratégique ne seraient pas résolues. Ai-je raison de faire cette hypothèse ?

Qiao Yide, vice-président et secrétaire général de la Shanghai Development Research Foundation

Bien sûr. J'espère que la communauté internationale est en mesure d'identifier ces dangers et qu'elle pourra ensuite faire un grand effort pour relever les défis, dans le cas contraire je m'inquiète pour l'avenir.

Jean-Claude Trichet

Laissez-moi vérifier une autre hypothèse avec les membres du panel. Supposons que l'énorme problème géostratégique auquel nous sommes confrontés soit progressivement résolu et ne soit plus l'influence dominante sur l'économie et la finance mondiales, et que nous puissions mieux représenter au sein des institutions de Bretton Woods les économies émergentes et en développement qui ont été tenues à l'écart par les participants traditionnels, à savoir l'Europe, le Japon et les États-Unis. Eu égard à toutes les résistances que nous pouvons observer, pensez-vous que cela soit possible, que nous soyons alors dans un monde meilleur où l'idée d'une constellation équilibrée d'institutions paraîtrait raisonnable ?

John, je reconnais votre langage corporel, quelle serait votre réponse ?

John Lipsky, Senior Fellow au Foreign Policy Institute de la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies de l'Université Johns Hopkins, ancien premier directeur général adjoint du Fonds monétaire international

Je pense en premier lieu que tout le monde dans cette salle sait que les statuts du Fonds monétaire international prévoient que les parts de vote doivent être réévaluées au moins tous les cinq ans. Je pense que tout le monde ici sait que ces articles spécifient que les parts de vote doivent être fondées sur le poids économique. Malheureusement, ce concept n'est pas défini, si bien qu'il relève de la négociation. Un grand changement a été négocié à l'occasion du sommet du G20 de Séoul en novembre 2010, qui prévoit une augmentation substantielle de la part de vote des économies dynamiques, émergentes et en développement. Il ne

s'agissait que d'un changement partiel, mais même là, il était très difficile de s'entendre, car il s'agit d'un jeu à somme nulle. En d'autres mots, si certains y gagnent, d'autres y perdent.

À Séoul, les plus grands perdants étaient les pays européens qui étaient universellement considérés comme surreprésentés ces dernières années. À Séoul également, l'engagement a été pris non seulement d'adopter les modifications convenues, mais aussi de procéder à une réévaluation supplémentaire relativement rapide des parts de vote, ce qui, entre autres, pourrait encore augmenter la part de la Chine. Le second cycle, qui devait avoir lieu dans les années suivantes, n'est toujours pas arrivé. Il est évident que l'atmosphère de coopération doit être améliorée de tous côtés, afin que ce nouvel ajustement, longtemps repoussé, puisse aller de l'avant.

Un problème existe déjà et se pose de plus en plus : le mécanisme de renégociation de la dette des économies en développement mis en place par le Club de Paris est défaillant. Depuis l'énorme augmentation des prêts octroyés par de nouveaux prêteurs sous de nouvelles formes depuis la crise financière mondiale, ce système de renégociation ne fonctionne pas du tout correctement. En fait, il est primordial que la coopération entre toutes les parties – y compris aussi bien les prêteurs que les débiteurs – soit améliorée afin que le cadre du G20 pour les traitements des dettes puisse devenir opérationnel d'une manière efficace. C'est important car, comme nous l'avons déjà entendu ce matin, la dernière série de tensions post-Ukraine a accru la pression de la dette sur de nombreuses économies en développement, en particulier en Afrique subsaharienne, si bien que des progrès sont indispensables.

Le troisième point est la réémergence des déséquilibres mondiaux dans le commerce. Non seulement les échanges commerciaux ont ralenti, mais les déséquilibres réapparaissent, et il est tout à fait possible que la Chine enregistre un excédent courant de 1 000 milliards de dollars cette année. Les exportations chinoises ont été très dynamiques l'année dernière, ce qui a donné lieu à des frictions par le passé. Il en ressort clairement qu'un sens accru de la coopération est requis pour traiter ces questions de tous côtés.

Jean-Claude Trichet

Merci beaucoup, John. Gabriel a quelque chose à dire en ce qui a trait aux déséquilibres mondiaux, mais j'ai une question à lui poser. Lorsque vous avez présenté les exportations et les importations, nous aurions pu avoir les comptes courants puis comparer les comptes courants des États-Unis avec ceux de l'Europe, qui auraient été d'environ moins 3 % ou plus du PIB d'un côté de l'Atlantique et davantage de l'autre côté. Comment qualifieriez-vous cette situation permanente d'excédent d'une part et de déficit aux États-Unis ?

Gabriel Felbermayr, directeur de l'Institut autrichien de recherche économique (WIFO), ancien président du Kiel Institute for the World Economy (IfW)

C'est un phénomène que nous observons depuis longtemps maintenant et qui, d'une manière ou d'une autre, n'a pas fait obstacle à la croissance et à la collaboration.

Jean-Claude Trichet

Est-ce viable sur le long terme ?

Gabriel Felbermayr

Rien n'est moins sûr. Les déséquilibres durent depuis très longtemps et je pense qu'ils ne sont pas viables dans la durée au sens où cela signifie pour l'Europe que nous avons un très grand excédent d'épargne par rapport à l'investissement. Ce manque d'investissements n'est certainement pas viable du point de vue européen. Le déficit des États-Unis est lié au rôle du dollar depuis les années 70, ce qui pourrait poser des problèmes à très long terme. Je ne sais pas si c'est totalement vrai, mais le fait que les exportations de pétrole russe en Inde soient désormais facturées, au moins en partie, en renminbi, ces changements pourraient rendre difficile le maintien de l'important déficit des États-Unis à très long terme.

Je voulais ajouter un mot relatif au jeu à somme zéro mentionné par Qiao. Si l'on modifie les parts de vote au FMI ou ses règles, il y a cette idée qu'il y a toujours un gagnant et un perdant, ce qui est bien sûr tout à fait juste, mais cela dépend de notre base de référence. Si la base de référence est le statu quo, faire des changements entraîne des perdants et des gagnants. Cependant, si la base de référence est la destruction ou le dysfonctionnement du système multilatéral de gouvernance mondiale, il s'agit alors d'un jeu à somme positive qui consiste à agir ensemble pour garantir que le système fonctionne et continue de fonctionner. À mon avis, c'est une importante question de perspective et de ce que nous comparons à quoi.

Une autre remarque que je voulais ajouter est que de nos jours nous parlons souvent de la concurrence entre grandes puissances. Je suis économiste et j'ai été élevé dans l'idée que la concurrence peut être positive, qu'elle peut être à l'origine de nouvelles idées et que c'est peut-être là un aspect positif de la concurrence entre grandes puissances. Les Européens ont par exemple opté pour des taxes ou des prix du carbone pour la politique climatique alors que les États-Unis se sont engagés dans une autre voie. Cela nous complique la vie et soulève des questions relatives à la compétitivité etc., mais il s'agit également d'un moyen de comprendre le fonctionnement de différentes approches. Si nous constatons que l'approche américaine est meilleure, nous pourrions vouloir corriger notre position européenne et vice versa. Leurs subventions pourraient devenir incroyablement coûteuses pour eux, ce qui pourrait les pousser à vouloir apprendre de nous. Cette idée de concurrence complexifie la vie mais peut éventuellement être une source d'inspiration, d'innovation et d'idées nouvelles.

Jean-Claude Trichet

Merci beaucoup. Je vous avais lancé un défi.

Qiao Yide

Je voudrais ajouter quelque chose concernant le droit de vote au FMI. En fait, je suis d'accord avec les points que vous et John avez soulevés, rien n'a changé depuis 1910 en ce qui concerne l'évaluation d'un quota et je crois que la dernière évaluation générale remonte à 2016. Ni la Chine, ni l'Inde ne sont suffisamment représentées, mais toutes deux ont fait des



compromis car, la dernière fois, chaque membre du FMI a augmenté son financement de 50 % mais sans qu'il y ait le moindre changement de la structure. Il s'agit d'un domaine dans lequel la Chine, l'Inde et les pays du Sud ont fait un compromis, juste pour s'assurer que le FMI dispose de suffisamment de financement. À l'avenir, je pense que, aussi bien les pays avancés que les pays en développement, devraient coopérer davantage dans ce domaine car ce type de situation ne peut durer éternellement sans réduire la légitimité du FMI.

Jean-Claude Trichet

Merci pour cette très importante remarque.

Vincent Koen, directeur adjoint des Études nationales à l'OCDE

En qualité d'ancien employé, je souhaiterais juste ajouter quelque chose à la discussion sur les quotas et les droits de vote au sein du Conseil d'administration. Si je compare le FMI aujourd'hui à ce qu'il était il y a 30 ans quand j'y travaillais, ce qui est frappant est le nombre d'experts chinois et indiens qui y travaillent. En outre, nous avons eu deux économistes en chef indiens au FMI, Mme Gopinath et, avant elle, Raghuram Rajan il y a 20 ans. Je pense que, de l'intérieur de l'institution, aussi bien la Chine que l'Inde ont beaucoup plus d'influence que par le passé, même si les choses évoluent plus lentement en termes de droits de vote au sein du Conseil d'administration.

De plus, l'OCDE était connue comme Club des pays riches et a été créée après la Seconde Guerre mondiale sous le nom d'OECE afin d'administrer le plan Marshall, pour ensuite se réinventer sous un nouveau nom. À l'époque, elle ne comptait que 18 pays membres, pour l'essentiel des pays riches. Depuis, nous nous sommes développés pour compter aujourd'hui 38 pays membres, dont beaucoup sont des marchés émergents, et nous nous engageons très activement avec les BRICS, à l'exception de la Russie ces temps-ci. Nous avons huit pays émergents importants en voie d'adhésion, dont le Brésil, l'Argentine, la Thaïlande et l'Indonésie. Nous essayons donc de donner plus de poids aux autres pays qui comptent de plus en plus sur la scène mondiale. C'est une situation où il n'y a que des gagnants, personne n'y perd, au contraire.

Jean-Claude Trichet

Merci beaucoup. Avez-vous quelque chose à dire sur ce point particulier, Jean-Marie ?

Jean-Marie Paugam, directeur général adjoint de l'OMC

Nous travaillons sur un consensus à l'OMC, donc c'est déjà équilibré.

Jean-Claude Trichet

Me fondant sur ce qui a été dit sur les devises, il est clair que le dollar n'a aucun statut particulier. Nous avons fait exploser le système de Bretton Woods, de sorte que les agents économiques, les investisseurs, les épargnants et les commerçants, ont le libre choix d'adopter le dollar comme monnaie qui est trois fois plus utilisée que l'euro, lequel suit en deuxième position, et bien plus utilisée que le renminbi, même si les échanges libellés en renminbi se multiplient. Il ressort clairement que cela est principalement imputable au fait que



les États-Unis sont une fédération politique à part entière, avec un seul trésor public et non pas une douzaine comme c'est le cas en Europe. Si je prends l'euro et le dollar comme devises, je ne vois pas de différence énorme entre leurs capacités à conserver leurs valeurs, à être stables et à inspirer la confiance. À certains moments, l'euro a inspiré davantage de confiance que le dollar américain. Le problème est que, dans un cas, il n'y a qu'une seule signature sur les billets ou les bons, mais que dans l'autre il y a le Bund allemand, l'OAT, le Trésor public italien, etc. Je dirais que la profondeur et la liquidité de ces marchés de référence sont de l'ordre de 1 à 10 ou 1 à 15, ce qui bien sûr représente une grosse partie de la différence. Le renminbi n'est actuellement pas encore convertible, mais le jour où il le sera, la structure changera, comme ce serait aussi le cas si les Européens avaient une fédération politique. Nous verrons ce qui se produira et de nombreuses choses peuvent se produire en un siècle.